

Chroniques des relations extérieures du Canada et du Québec
II – Les relations extérieures du Québec

Olivier Nicoloff

Volume 11, numéro 3, 1980

Quelques jalons de l'apport canadien au droit international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701078ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701078ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nicoloff, O. (1980). Chroniques des relations extérieures du Canada et du Québec : II – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 11(3), 528–535. <https://doi.org/10.7202/701078ar>

II - Relations extérieures du Québec (avril à juin 1980)

A - Aperçu général

Au Québec, la période a été dominée par le débat référendaire. L'événement a parfois débordé le cadre strictement interne de la province pour également faire sentir ses effets dans les relations de celle-ci avec l'extérieur. C'est ce que nous allons voir plus en détail dans cette chronique, tout en élargissant notre propos à l'ensemble de la politique étrangère québécoise.

B - Élaboration et administration des politiques

En cette époque où chacun estimait que de nouvelles négociations devaient s'engager sur, entre autres choses, les compétences chaque palier de gouvernement, les sujets reliés aux responsabilités externes de Québec et d'Ottawa ont fait l'objet de déclarations remarquées. La Question des pêcheries, souvent débattue par le passé, a refait surface alors que le ministre fédéral Roméo Lablanc a soutenu que :

C'est le pays nommé Canada qui a obtenu la zone des 200 milles et qui a la capacité de négocier pour la rendre effective et la faire respecter.¹

Un domaine où le Québec a affirmé son droit à la souveraineté est celui de la recherche scientifique, qui a fait l'objet d'un livre blanc du gouvernement. Le Québec y exigeait son droit de « parler à l'étranger au nom de la collectivité québécoise² », déplorant les « contraintes imposées par Ottawa sur la présence internationale du Québec en matière de développement scientifique et technique³ ». Le livre blanc du gouvernement sur la recherche scientifique soutenait par ailleurs que :

Le cadre de la souveraineté-association est le seul capable de donner au Québec tous les moyens politiques et financiers de mener librement son propre développement scientifique et de nouer avec ses partenaires étrangers les dialogues et les associations qu'il jugera opportuns⁴.

La question de la défense dans un éventuel Québec souverain et associé a également été abordée mais à une seule reprise. Le premier ministre René Lévesque a affirmé que :

Dans le contexte de la souveraineté-association on maintiendrait ce qu'il y a au Québec⁵.

Pendant ce temps le ministère des Affaires intergouvernementales cherchait à combler les quelques postes demeurés vacants à la tête des délégations générales du Québec à l'étranger. Ce qui permettait à M. Richard Pouliot, sous-ministre-adjoint qui prend la succession de M. Bergeron à New York, d'affirmer, à la fin du mois, que, malgré les prises de position décrites ci-haut, il ne voyait pas de « guerre des drapeaux » à l'horizon entre Québec et Ottawa. »... en dépit d'une première escarmouche entre Québec et Ottawa à

1. *The Gazette*, 2 avril 1980, cité par *L'Argus*, 2 avril 1980, p. 14.

2. Claude TESSIER, *Le Soleil*, 29 avril 1980, cité par *L'Argus*, 29 avril 1980, p. 11.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, 29 avril 1980, cité par *L'Argus*, 30 avril 1980, p. 8.

5. Gilles GAUTHIER, *La Presse*, 16 avril 1980, cité par *L'Argus*, 16 avril 1980, p. 9.

l'occasion de la visite au pays du président mexicain, José Lopez Portillo, rien ne laisse croire, pour l'instant, soutient le sous-ministre, que le résultat négatif du référendum donne le signal du départ d'une nouvelle « guerre des drapeaux » entre les deux capitales⁶.

La délégation générale du Mexique a appris de son côté qu'elle allait être dirigée par M. Henri Dorion ancien président de la commission d'étude sur l'intégrité du territoire du Québec⁷. C'est d'autre part M. Marc T. Boucher qui remplacera, à la tête de la délégation de Lafayette, en Louisiane, M. Pierre Langevin. Un seul poste reste donc maintenant à combler, celui de Tokyo⁸.

M. Richard Pouliot, sous-ministre aux Affaires intergouvernementales et maintenant nommé à New York a d'autre part soutenu que même si le Québec joue à fond la carte internationale en ouvrant des délégations un peu partout à travers le monde, que cette activité ne devrait pas froisser le gouvernement du Canada, car il s'agit pour le Québec de faire des affaires et non d'établir des relations diplomatiques avec d'autres nations⁹.

C - Questions énergétiques, économiques et financières

Le débat sur le référendum a mis en relief la question des liens économiques et énergétiques du Québec avec l'étranger. Dans le domaine de l'énergie, le ministre fédéral Marc Lalonde a soutenu que le déficit d'un Québec indépendant aurait été de \$6.6 milliards en 1979¹⁰. Une autre question fréquemment abordée a été celle des investissements étrangers, alors que la firme américaine Standart and Poors maintenait, à la grande satisfaction du ministre des Finances Jacques Parizeau, la côte « AA » pour le gouvernement du Québec et l'Hydro-Québec.

L'agence... a annoncé hier (30 avril 1980) qu'elle maintiendrait la côte « AA » au Québec et à l'Hydro, et ce, même s'il y a une victoire du Oui¹¹.

Le gouvernement du Québec a d'autre part décidé d'injecter \$80 millions dans le secteur du textile, de la bonneterie et du vêtement. C'est le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme qui en a fait l'annonce le 2 mai. Ce programme, réparti sur quatre ans, doit servir en premier lieu à la modernisation des équipements. Face à la concurrence des pays à bas salaires, comme Taiwan, Hong-Kong et la Corée du Sud, le ministre québécois a soutenu que :

Les entreprises québécoises doivent augmenter leur compétitivité par la modernisation, la spécialisation et l'innovation. Elles devront même s'orienter de plus en plus vers l'exportation, a ajouté M. Duhaime¹².

Il a aussi demandé au gouvernement fédéral, outre une participation aux \$80 millions promis, la prolongation pour quatre ans des mesures de protection du textile-vêtement actuellement en vigueur, mesures devant normalement expirer en décembre 1981.

6. *La Presse*, 2 juin 1980, cité par *L'Argus*, 2 juin 1980, p. 5.

7. *Le Devoir*, 5 avril 1980, p. 15.

8. Paul BENNETT, *Le Soleil*, 9 juin 1980, cité par *L'Argus*, 10 juin 1980, p. 9.

9. *Le Journal de Québec*, 17 avril 1980, cité par *L'Argus*, 17 avril 1980, p. 13.

10. *Le Devoir*, 17 avril 1980, p. 1.

11. Alain DUBUC, *La Presse*, 1^{er} mai 1980, cité par *L'Argus*, 1^{er} mai 1980, p. 8. Voir aussi, *Idem*, *La Presse*, 5 mai 1980, cité par *L'Argus*, 5 mai 1980, p. 9.

12. *Le Devoir*, 3 mai 1980, p. 13.

L'invasion de produits étrangers s'est intensifiée ces quatre dernières années à tel point qu'elle a contribué à la perte de 19,000 emplois au Québec dans le vêtement, le textile et la bonneterie, ce qui représente 16% des effectifs de 1976-77¹³.

Dernier point, l'Hydro-Québec a déclaré qu'elle comptait émettre un emprunt de près de \$100 millions en Europe sur le marché de l'eurodollar « et n'attend que des taux d'intérêts plus favorables pour aller de l'avant », a précisé Edmond Lemieux, vice-président, finance¹⁴.

D - Le Québec et les États-Unis

Le débat référendaire et le vote du 20 mai ont trouvé quelques échos à Washington où, au lendemain du vote, « les U.S.A. (ont exprimé) leur soulagement¹⁵ ». Le contexte référendaire a par ailleurs ravivé la discussion autour de l'achat de l'avion de chasse F-16 ou F-18. Les deux compagnies impliquées, General Dynamics pour le F-16 et McDonnell Douglas pour le F-18 A, ont chacune cherché à mettre en relief les avantages que signifierait pour le Québec le choix de leur appareil.

General Dynamics soutient que si Ottawa achète son F-16 plutôt que le F-18 A de McDonnell Douglas, l'industrie aéropostale du Québec en retirera des bénéfices plus substantiels¹⁶.

C'est ainsi que General Dynamics a pris un « engagement ferme » d'accorder \$1,575,000,000 en retombées économiques au Québec, alors que McDonnell Douglas a plutôt parlé de « possibilités » de \$1,507,000,000¹⁷. Le choix final du ministre canadien de la Défense Gilles Lamontagne s'est porté sur le F-18 A, alors que les fonctionnaires fédéraux avaient calculé que les retombées économiques du contrat pour le Québec seulement, s'élèveront à \$1.58 milliard, contre 1.57 si General Dynamics avait été choisi¹⁸.

Dans un domaine bien différent, le ministre québécois de l'Agriculture, M. Jean Garon, a tenté d'intéresser les Américains aux Florales internationales qui avaient lieu cette année à Montréal. En ayant d'abord précisé que le but des Florales était de développer l'horticulture au Québec, grâce, entre autres, « aux échanges de connaissances et de technologies entre les principaux experts mondiaux de la science et de la technique horticole¹⁹ », M. Garon a ensuite traversé le Nord-Est américain pour publiciser l'événement.

Par ailleurs la huitième conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada s'est ouverte le 25 juin. Les six États de la Nouvelle-Angleterre, soit le Vermont, le New Hampshire, le Maine, le Rhode Island, le Massachussets et le Connecticut étaient représentés par leurs dirigeants, avec qui prenaient place les premiers ministres des quatre provinces maritimes et du Québec. Le jour de l'ouverture de la conférence, le premier ministre Lévesque déposait un rapport de son

13. Huguette LAPRISE, *La Presse*, 15 avril 1980, cité par *L'Argus*, 15 avril 1980, p. 8.

14. *La Presse*, 1^{er} mai 1980, cité par *L'Argus*, 1^{er} mai 1980, p. 10.

15. Jean PELLETIER, *La Presse*, 22 mai 1980, cité par *L'Argus*, 22 mai 1980, p. 7.

16. Terence WILLS, *The Gazette*, 5 avril 1980, cité par *L'Argus*, 8 avril 1980, p. 8.

17. Gilbert LAVOIE, *La Presse*, 3 avril 1980, cité par *L'Argus*, 3 avril 1980, p. 14.

18. *Journal de Québec*, 11 avril 1980, cité par *L'Argus*, 11 avril 1980, p. 1.

19. Paul POULIOT, *La Presse*, 7 mai 1980, cité par *L'Argus*, 7 mai 1980, p. 10.

gouvernement dans lequel était affirmé que... « d'éventuelles ventes d'électricité par l'Hydro-Québec aux États Américains de la Nouvelle-Angleterre demeurent très hypothétiques²⁰ ». Mais dès le lendemain, le gouverneur de l'État du Vermont, M. Richard Snelling, proposait de financer, au coût de \$45 milliards le développement hydro-électrique de l'Est du Canada.

En échange de cet investissement, les États de la Nouvelle Angleterre bénéficieraient pour une période déterminée de l'électricité ainsi produite au Canada, ce qui leur donnerait un moment de répit pour développer de nouvelles sources d'énergie, telle la fusion nucléaire, À l'expiration des contrats conclus avec les États importateurs d'électricité, les provinces canadiennes qui auraient bénéficié du financement américain reprendraient l'entier contrôle de leurs installations hydro-électriques²¹.

M. René Lévesque s'est dit intéressé par l'offre et a promis que cette dernière sera étudiée attentivement.

Finalement la conférence a été clôturée le 27 juin avec des ententes sur le tourisme et le transport. Les délégués ont d'abord accepté le principe de la réciprocité de l'immatriculation sur leurs onze territoires permettant ainsi aux véhicules commerciaux de ne porter que la plaque d'immatriculation de leur province ou État d'origine. Les participants ont aussi décidé de mettre sur pied la Fondation internationale pour la promotion du tourisme dans le Nord-Est de l'Amérique, avec comme objectif qu'une partie des visiteurs européens qui arrivent à New York soient dirigés vers Montréal, Boston et Halifax²².

E - Le Québec et l'Europe occidentale

1 - LE QUÉBEC ET LA BELGIQUE

Les fêtes du millénaire de la ville de Liège, en Belgique, ont donné l'occasion à la province d'organiser, les 11, 12 et 13 avril des journées du Québec à Liège. Étaient présentés au Palais des Congrès de la ville : une exposition d'information générale sur l'ensemble de la réalité québécoise, des spectacles, des séances de cinéma et un colloque ayant pour thèmes : « philosophie, organisation et financement du système public de Santé au Québec²³ ».

Le délégué général du Québec à Bruxelles, M. Jean-Marc Léger, a ainsi défini les buts de cette présence québécoise :

L'organisation de journées du Québec à Liège (les 11, 12 et 13 avril) par la délégation générale du Québec à Bruxelles, répond à deux objectifs : rendre hommage à la cité ardente à l'occasion du Millénaire de la Principauté de Liège ; mener une grande action d'information en direction de la communauté française de Belgique et, par là, favoriser le développement de la coopération belgo-québécoise, déjà heureusement amorcée depuis quelques années²⁴.

M. Léger a profité de l'occasion pour préciser l'une des trois fonctions majeures des représentations du Québec à l'étranger : « L'information, clé de la connaissance mutuelle et

20. Normand DELISLE, *Le Devoir*, 26 juin 1980, p. 1.

21. *Le Devoir*, 27 juin 1980, p. 1.

22. *Ibid.*, 28 juin 1980, p. 1.

23. *Ibid.*, 5 avril 1980, p. 28.

24. Jean-Marc LÉGER, *Le Devoir*, 5 avril 1980, p. 25.

fondement d'une coopération judicieuse et durable²⁵ ». Les deux autres consistent en la représentation et la promotion, ... « cela aussi bien sur les plans économique et culturel que dans l'ordre politique²⁶ ».

2 - LE QUÉBEC ET L'ITALIE

C'est à Milan, que s'est tenu, le 22 avril, un colloque ayant pour thème : le Québec d'aujourd'hui. La province a été représentée par MM. Jean Martucci, sous-ministre au développement culturel, Jean K. Samson, directeur des Services juridiques au ministère des Affaires intergouvernementales, et Yves Rancourt, secrétaire adjoint au ministre d'État du développement économique.

M. Camille Laurin, ministre d'État au développement culturel et scientifique, depuis les ondes de Québec, a représenté le Québécois dans son contexte Nord-Américain, moitié français par sa culture, mais préférant le mode de vie américain pour sa fonctionnalité. Le ministre a précisé que : « La culture québécoise, faite d'emprunts et de traits originaux constitue un phénomène unique en Amérique du Nord²⁷ ».

La réunion était organisée conjointement par l'Institut pour les études politiques internationales, l'Institut pour les études économiques, la Société italienne pour les organisations internationales (section lombarde) et par la Délégation du Québec en Italie.

3 - LE QUÉBEC ET LE VATICAN

Trois personnages de l'histoire québécoise, les missionnaires Mgr François De Montmorency Laval et Mère Marie de l'Incarnation, ainsi que l'Indienne Mohawk Kateri Tekakwita, ont été béatifiés le dimanche 22 juin. M. Gilles Lamontagne, ministre de la Défense, dirigeait la Délégation canadienne, alors que celle du Québec l'était par M. Camille Laurin, ministre au Développement culturel et scientifique. La cérémonie a été présidée par le Pape Jean-Paul II, à qui M. Laurin a remis un message de la part de M. René Lévesque

Dans son texte, le premier ministre se dit reconnaissant que le Pape honore le Québec en béatifiant Marie de l'Incarnation, Kateri Tekakwita et François de Montmorency Laval. M. Lévesque écrit aussi que les racines historiques peuvent procurer au peuple québécois une vitalité qu'ils auraient tort de négliger²⁸.

Le premier ministre a d'autre part lancé une invitation officielle au Pape Jean-Paul II pour que ce dernier visite le Québec.

4 - LE QUÉBEC ET LA FRANCE

Le référendum a été, ici aussi, à l'ordre du jour, alors que l'appui qu'a donné le leader socialiste Michel Rocard à la thèse de la souveraineté-association a soulevé une importante polémique au Québec²⁹. M. Alain Peyrefitte, ministre français de la Justice, a d'autre part

25. *Ibid.*

26. *Ibid.*

27. Paule NEUVEU LONGO, *Le Devoir*, 23 avril 1980, p. 24.

28. *Le Devoir*, 23 juin 1980, p. 8.

29. Voir les articles du *Devoir*, 10 avril 1980, p. 1, et l'éditorial de Marc LAURENDEAU dans *La Presse* du 12 avril 1980.

jugé que le résultat de la consultation populaire ne changerait rien aux relations de coopération entre la France et le Québec, ajoutant par ailleurs que : ... « sur le plan politique, c'est autre chose³⁰ ».

À l'issue de la 29^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise, qui s'est terminée le 8 mai à Québec, les délégués ont d'ailleurs affirmé que :

Conformément aux décisions prises en février 1979 lors de la rencontre des premiers ministres René Lévesque et Raymond Barre, le Québec et la France renforceront leurs actions de coopération technique à incidence économique³¹.

Ce sont MM. Robert Normand, sous-ministre québécois des Affaires intergouvernementales et Jean Bernard Raimond, ministre plénipotentiaire, directeur général des relations culturelles au ministère des Affaires étrangères, qui présidaient conjointement cette réunion de deux jours.

Une délégation de hauts fonctionnaires québécois, comprenant notamment M. Jean-Claude Deschênes, sous-ministre des Affaires sociales, M. René Dussault, sous-ministre de la Justice, M. Louis Brunel, directeur général de l'École nationale d'administration publique, et Jean-Claude Lebel, Secrétaire au Conseil du Trésor, a effectué une visite de quatre jours à Paris, à partir du 10 avril. L'occasion du voyage était un séminaire sur le travail gouvernemental, organisé par l'Institut international d'administration publique de France, et l'École nationale d'administration publique du Québec³². Au même moment, M. Gaston Cholette, Directeur des affaires françaises au ministère des Affaires intergouvernementales, et Henri Rethoré, Consul Général de France à Québec, annonçaient qu'une importante manifestation de la culture québécoise aura lieu cet été dans la région de La Rochelle sur la côte ouest de la France. 150 artistes de la province participeront à diverses manifestations témoignant de la culture québécoise³³.

Finalement, L'O.F.Q.J., l'Office franco-québécois pour la jeunesse, a tracé un bilan de ses douze (12) premières années d'existence :

L'Office, élément privilégié de la coopération franco-québécoise, se porte bien et son bilan est positif : 30,000 jeunes de 18 à 35 ans ont pu, grâce à lui, faire des stages d'étude dans les deux pays et contribuer à l'ouverture réciproque sur l'étranger³⁴.

F - Le Québec et l'Amérique Latine

1 - LE QUÉBEC ET LE VÉNÉZUELA

Le ministre québécois responsable du développement économique, M. Bernard Landry, a dirigé une importante délégation de la province au Venezuela, du 9 au 16 avril 1980. Étaient membres du groupe : M. Bernard Cloutier, président du SOQUIP (Société québécoise d'initiative pétrolière), M. Pierre Dupuis, président du groupe Pétromont, M. Michel Boudrian d'Hydro-Québec International, M. Jean Labonté, président de la Société de

30. *Le Soleil*, 21 mai 1980, cité par *L'Argus*, 22 mai 1980, p. 8.

31. *Journal de Québec*, 9 mai 1980, cité par *L'Argus*, 9 mai 1980, p. 13.

32. *Le Soleil*, 12 avril 1980, cité par *L'Argus*, 14 avril 1980, p. 9.

33. *Le Devoir*, 12 avril 1980, p. 29.

34. *Ibid.*, 3 avril 1980, p. 5.

Développement industriel (SDI), MM. Marcel Dufour et Gaétan Lavalin de la firme d'ingénieurs Lavalin, M. Gaston Lavallée de la firme SNC International, MM. Guy Vachon et Jean Deschamps de Treco³⁵.

L'occasion était l'ouverture officielle de la Délégation générale du Québec à Caracas, qui fonctionnait déjà depuis quelques temps. Le groupe en a profité pour mener une véritable offensive commerciale tant auprès du secteur privé que du secteur public.

Le domaine de l'énergie attirait particulièrement les Québécois, ce pays d'Amérique du Sud étant un important exportateur de pétrole et « le Québec voulant bien apparaître sur la liste des clients du Venezuela dès 1981³⁶ ». À la fin de la semaine un contrat de plus de \$300 millions pour la construction d'habitations préfabriquées en béton était prêt à être signé. Par ailleurs « Hydro-Québec reluke toujours pour sa part du côté du développement hydro-électrique de Guri, déjà en marche, car elle tente d'obtenir un contrat pour la construction des lignes de transmission³⁷ ». D'autres possibilités d'échange ont également été abordées, notamment dans le domaine de l'agro-alimentaire³⁸.

G - Le Québec et l'Asie

Spécialement destinés aux réfugiés du Sud-Est asiatique, le ministre de l'Immigration Jacques Couture, a annoncé le 2 avril 1980 la création de deux fonds d'aide aux populations en situation de détresse. Un premier fonds mettra, à partir des coffres du gouvernement \$500,000 à la disposition des populations aux prises avec des problèmes de survie. Le second, appelé « Fonds québécois de solidarité internationale », sera indépendant et alimenté uniquement par les contributions des citoyens³⁹. Deux mois plus tard, M. Jacques Couture annonçait la mise sur pied d'une société de solidarité internationale. Cet organisme sans but lucratif a comme but... « de conseiller le ministre de l'Immigration du Québec, de rappeler aux Québécois la détresse des réfugiés dans le monde et de donner aux citoyens l'occasion de contribuer eux aussi à cette action⁴⁰ ».

H - Chronologie

2 avril :

- M. Henri Dorion est nommé délégué général du Québec au Mexique.

2 avril :

- Le ministre de l'Immigration Jacques Couture annonce la création de deux fonds d'aide aux populations en situation de détresse.

10 avril :

- Ouverture officielle de la délégation générale du Québec à Caracas (Vénézuéla).

11 au 13 avril :

- Journées du Québec aux fêtes du millénaire de Liège, en Belgique.

35. Donald CHARETTE, *Le Devoir*, 16 avril 1980, p. 17.

36. *Ibid.*

37. *La Presse*, 15 avril 1980, cité par *L'Argus*, 16 avril 1980, p. 14.

38. *Ibid.*

39. *Le Devoir*, 3 avril 1980, p. 23.

40. *Ibid.*, 18 juin 1980, p. 2.

16 avril :

- M. Richard Pouliot, sous-ministre au Ministère des Affaires intergouvernementales, nommé délégué général du Québec à New York, soutient qu'avec ses délégations générales le Québec fait des affaires et n'établit pas de relations diplomatiques avec d'autres nations. C'est pourquoi, selon lui, cela ne devrait pas froisser Ottawa.

22 avril :

- Colloque sur *le Québec d'aujourd'hui*, à Milan.

30 avril :

- L'agence américaine Standart and Poors annonce qu'elle maintient la côte AA au Québec et à l'Hydro-Québec.

2 mai :

- Le ministre québécois de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, M. Yves Duhaime, dévoile un programme de \$80 millions pour les industries du vêtement, du textile et de la bonneterie, touchées par la concurrence étrangère.

7-8 mai :

- 29^e session de la Commission permanente franco-québécoise.

1^{er} juin :

- M. Richard Pouliot, nommé délégué général à New York, soutient que la réponse négative au référendum changera peu de choses à la politique internationale du Québec.

5 et 6 juin :

- M. Jean Garon, ministre de l'Agriculture, effectue une tournée de la côte Est des États-Unis, s'arrêtant à Boston et New York pour inviter les Américains à venir aux Florales internationales de Montréal.

8 juin :

- M. Marc T. Boucher est nommé délégué général du Québec à Lafayette, en Louisiane.

17 juin :

- Le ministre de l'Immigration Jacques Couture annonce la création d'une société de solidarité internationale.

22 juin :

- M. Camille Laurin, ministre d'État au Développement culturel et scientifique, dirige la délégation du Québec aux cérémonies de béatification de Mgr de Laval, de Mère Marie de l'Incarnation et de Kateri Tekatwita.

25 au 27 juin :

- Huitième conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada.